

Le président: Oui. Encore une fois c'est une question de définition.

M. Boulet: C'est une question à régler dans l'avenir.

Le sénateur Blois: Monsieur le président, j'aurais une autre question à laquelle M. Boulet a partiellement répondu. On vous a demandé il me semble au cours de la discussion si l'Énergie atomique et le Conseil des sciences du Canada étaient favorables à ce que vous entreprenez. Si j'ai bien compris ces organismes pensent qu'il existe un besoin en ce domaine. Vous n'empiétez pas sur ce qu'ils ont fait dans le passé ou qu'ils proposaient?

M. Boulet: Oui. Je ne connais pas beaucoup de membres du Conseil des sciences. Je ne sais pas si pareil projet a été présenté au Conseil des sciences. Nous avons pensé au cours de nos entretiens avec des représentants du gouvernement fédéral que s'ils le voulaient, ils pouvaient présenter le projet au Conseil des sciences, mais c'est nous-mêmes qui l'avons présenté.

Le président: Oui. Je comprends que le Conseil des sciences ne reçoit pas d'instances, de présentations ou de propositions de l'extérieur.

Le sénateur Blois: C'est exact.

Le président: C'est au gouvernement, si on préfère que ce soit ainsi, à présenter ces propositions du Conseil des sciences.

M. Boulet: Peut-être ont-ils pensé que c'était tellement évident qu'il n'était pas besoin de le faire.

Le sénateur Blois: A certains endroits dans la mémoire il est fait mention des sommes dépensées dans les autres pays (États-Unis et Europe) par les municipalités, commissions et services d'énergie électrique. Avez-vous une idée de l'argent qui serait dépensé, mettons, par l'industrie, pour obtenir des renseignements d'ordre technique?

M. Boulet: C'est très difficile parce que même dans notre cas lorsque nous avons commandé notre première installation de 735 Kv

pour nos lignes nous avons demandé des soumissions. Une partie des soumissions se rapportait au développement de l'installation et combien nous avons dépensé à ce sujet, je ne saurais vous dire. C'est très difficile à évaluer.

Le sénateur Blois: Il s'agirait d'une somme assez importante probablement.

M. Boulet: Oh, oui. Je pourrais vous en donner une idée. Tout juste pour obtenir la puissance dont nous avons besoin sur nos lignes de transport nous avons dépensé plus d'un million de dollars.

Le sénateur Blois: Autant que cela?

M. Boulet: Oh oui.

Le sénateur Blois: L'industrie privée dépenserait-elle aussi de fortes sommes, quoique peut-être pas dans la même proportion?

M. Boulet: Je ne sais pas. Nous avons essayé et je crois que le ministre de l'Industrie a essayé aussi d'obtenir des renseignements à ce sujet, mais sans succès. Tout ce que je puis dire c'est que KEMA, en Hollande, et CESI, en Italie, obtiennent leur argent du Canada et des États-Unis.

Le sénateur Blois: Vraiment? Il doit s'agir de fortes sommes, parce que c'est un organisme important.

M. Boulet: Oui, chacun de ces organismes, puisque KEMA emploie 260 personnes et CESI environ 250.

[Texte]

Le président: Monsieur Boulet, il me fait grand plaisir de vous remercier et d'exprimer, au nom des membres du comité, notre gratitude et notre reconnaissance pour être venu nous présenter ce projet, et d'avoir aussi consenti à répondre à d'autres questions qui allaient au-delà de votre mémoire. Merci beaucoup, et bonne chance.

M. Boulet: Merci bien, messieurs les membres du comité.

La séance est levée.